

Nous ne voulons pas d'un « marché de la connaissance » !
**Appel à une mobilisation européenne contre la stratégie de Lisbonne
en matière d'enseignement supérieur et de recherche**

Le prochain sommet de printemps des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne se tiendra les 19 et 20 mars 2009. À l'ordre du jour de ce Conseil européen figurent comme points prioritaires l'évaluation et la poursuite de la stratégie de Lisbonne amorcée en 2000 qui, entre autres, encadre les politiques engagées actuellement dans tous les pays membres pour « moderniser » les systèmes nationaux de recherche et d'enseignement (primaire, secondaire, supérieur, « formation tout au long de la vie »).

L'ambition affichée d'une « société de la connaissance » ne peut être qu'encouragée lorsqu'elle est un pari sur l'éducation et la recherche comme biens publics, qu'elle garantit la démocratisation de l'accès au savoir, qu'elle permet aux citoyens l'analyse critique raisonnée des choix scientifiques et techniques qui leur sont proposés. Mais l'orientation prise actuellement est tout autre : elle réduit ce projet à la construction d'un « marché commun de la connaissance » dont nous constatons partout les conséquences délétères en termes d'affaiblissement de l'indépendance scientifique, de déstructuration du système de recherche publique, de renforcement du pouvoir des entreprises, de précarisation massive des conditions de travail et d'étude, de creusement des inégalités face au savoir, d'éloignement des citoyens des choix scientifiques et techniques qui les concernent.

Depuis quelques années, avec une intensité croissante, des mobilisations de grande ampleur, portées par les lycéens, les étudiants, les personnels de l'éducation et de la recherche, et plus largement par le mouvement social, se sont multipliées en Europe. Elles expriment fortement l'exigence d'un secteur public de l'éducation et de la recherche qui ne soit pas construit sans débat démocratique et qui s'affranchisse de la soumission au marché concurrentiel.

**C'est pourquoi nous appelons tous les citoyens européens à se mobiliser
les 18, 19 ou 20 mars 2009, dans tous les pays membres et au-delà,
au sein des universités, des laboratoires et dans la rue,
CONTRE la mise en marché des activités éducatives et scientifiques,
CONTRE la mise en compétition généralisée des populations et des territoires,
POUR un service public de l'enseignement supérieur et de la recherche,
démocratique et émancipateur.**

Premiers signataires :

- > Association pour la Taxation des Transactions pour l'Aide aux Citoyens – Attac
- > Fondation Sciences Citoyennes
- > Sauvons La recherche – SLR
- > Sauvons L'Université – SLU
- > Syndicat National des Chercheurs Scientifiques – SNCS
- > Syndicat National de l'Enseignement Supérieur – SNESUP
- > Union Nationale des Étudiants de France – UNEF
- > Union des Familles Laïques – UFAL